

de représenter à l'Assemblée législative provinciale pendant huit ans la circonscription de Nickel Belt, comprise presque entièrement dans la circonscription fédérale de M. Pearson, permettez-moi de dire au nom de ces Canadiens, que nulle part au Canada comme dans cette région de l'Ontario, on a pleuré aussi profondément le décès de Lester B. Pearson. Il visitait sa circonscription moins fréquemment que le député moyen, mais il était l'ami intime d'un grand nombre des habitants de la région.

M. Pearson était ainsi. C'était, en substance, un homme amical, qui n'aimait pas les chichis. Il s'entretenait avec des rois, des empereurs et des présidents, mais n'oubliait jamais l'art d'un sourire malicieux et d'un mot ici et là pour les habitants de la côte nord. Il évoluait sur la scène internationale, mais il était tout aussi à l'aise en visite, le samedi soir, dans les locaux de la légion d'Española. Ministre des Affaires extérieures, sous le gouvernement Saint-Laurent, il a gagné le Prix Nobel pour la paix pour avoir contribué à la création des Casques bleus des Nations Unies, composés en bonne partie de Canadiens, qui se sont interposés, en 1956, entre Israël et les forces des pays arabes.

En 1970, j'ai eu l'occasion de me rendre en Israël à la suite d'une invitation de son distingué premier ministre, M<sup>me</sup> Golda Meir. J'avais entendu alors un grand nombre de commentaires élogieux au sujet de M. Pearson. M. Lester B. Pearson a reçu de nombreux honneurs au cours de sa longue et brillante carrière, dont le Médaille de courage qu'Israël lui a accordé en reconnaissance de ses efforts en vue de rétablir la paix au Moyen-Orient.

Honorables sénateurs, comme j'ai eu le privilège de servir sous les ordres du regretté George Drew, permettez-moi d'exprimer, au nom des habitants du Nord et de tous les Ontariens, notre profond regret d'avoir perdu ce grand architecte de la prospérité que l'Ontario connaît depuis trente ans. C'est sans aucun doute grâce à son talent, à son ingéniosité et à sa psychologie politique qui ont permis à son gouvernement de mettre en place les bases d'une province prospère et industrielle.

Si on devait donner des fleurs à la suite du discours du trône, je les ferais parvenir aux rédacteurs. Il est par nature beaucoup plus intéressant que le dernier slogan électoral du parti libéral: «Tous ensemble». Il s'agissait là d'un autre truc publicitaire inventé par un gouvernement que les résultats des dernières élections fédérales avaient démolis.

Les chefs libéraux et leurs partisans commencent déjà à se remettre des résultats déprimants de ces élections. Après nous avoir tant promis que le discours du trône serait précis, on nous présente un discours qui n'est rien de la sorte. Il aborde presque tous les sujets traités dans les nombreux volumes des Statuts révisés du Canada, il promet quantité d'amendements, mais les députés ne connaîtront pas ces amendements ni les buts précis du gouvernement avant que M. Trudeau veuille bien les leur communiquer. A moins, naturellement, qu'ils ne fassent partie du caucus libéral—néo-démocrate, et alors on les avertira peut-être à l'avance.

Il me semble que les libéraux et les néo-démocrates regretteront ce mariage d'occasion. MM. Trudeau et Lewis font de bien étrange camarades de lit. Je suis convaincu qu'ils feront une erreur fatale s'ils présument qu'une telle union leur permettra d'augmenter facilement leur majorité en 1973. Il n'en sera pas ainsi. En politique, rien n'est plus dangereux que de mal interpréter le passé. Les électeurs ont signifié leur manque de confiance vis-à-

vis du gouvernement arrogant et hypocrite des quelques dernières années. Si, lors des dernières élections, le Nouveau parti démocratique a réussi à augmenter quelque peu le petit nombre de ses députés, ce n'est certainement pas pour avoir avoué aux électeurs son grand amour du parti libéral.

Le très honorable premier ministre essaie de montrer un nouveau visage, celui de la sincérité, mais on n'y reconnaît qu'un pragmatisme absolu. M. Trudeau nous a dit avant l'ouverture de la session qu'il avait l'intention de poursuivre à peu près les mêmes politiques, mais de «leur faire une meilleure réclame» auprès des électeurs. Le comédien est le même, c'est le rôle qui est nouveau.

En regardant en arrière, je constate un changement complet par rapport aux affirmations qu'il faisait lors des élections, au moment où il paraissait assagi et repentant. Le changement peut s'être opéré aux réunions du caucus ou du cabinet quand l'aile droite du parti qui gagne en importance a fait valoir ses vues et que M. Trudeau s'est vu obligé d'écouter, car désormais il ne peut plus se targuer de son pouvoir incontesté aux réunions du caucus. C'est lui, Marchand, Goyer et quelques autres qui sont les responsables du quasi-désastre d'octobre dans les rangs libéraux. Quelle qu'en soit la cause, notre énigmatique premier ministre et le gouvernement se sont faits à l'idée qu'ils devront devenir de meilleurs vendeurs et que les bons et autres douces ne sauraient nécessairement camoufler leur mauvaise administration.

Lorsque j'entends cela, et que je me rappelle ce que les Canadiens disaient au cours de la campagne, je ne puis que conclure que les libéraux ne sont pas au diapason de la réalité d'aujourd'hui. La colère des gens que j'ai rencontrés n'était pas dirigée contre un gouvernement qui en faisait trop, mais contre un gouvernement qui montrait une négligence cynique en ne faisant pas grand-chose pour enrayer le coût de la vie, pour aider les vieillards et les pauvres ou pour mettre fin au chômage croissant.

• (1520)

Honorables sénateurs, il faut faire face aux réalités du marché dès lors que la Grande-Bretagne est entrée dans la Marche commun. La difficulté d'une politique minière nationale pour le Canada, politique que le gouvernement minoritaire de M. Trudeau semble vouloir poursuivre, est que le mot «nationale» a des résonances nationalistes, avec tout ce que cela comporte. A ce propos, M. Donald S. Macdonald, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a déclaré à Toronto:

Il y a tout lieu de croire que le développement futur du secteur des minéraux, dans notre économie nationale, donnera au pays la possibilité exceptionnelle de répondre à une foule de priorités sociales, économiques et politiques.

Toutefois, les exportations canadiennes d'aluminium, d'amiante, de plomb et de zinc vers le Royaume-Uni et le Marché commun, où la Grande-Bretagne est entrée le 1<sup>er</sup> janvier dernier, vont se heurter à des barrières douanières importantes. En fait, les deux sociétés canadiennes de production d'aluminium ont dû diminuer considérablement leurs exportations vers l'Europe pour faire face à cette situation. C'est dire que les réalités économiques, et celle des marchés en particulier, constituent toujours le facteur primordial dans le développement des industries minières au Canada.

Il est inutile que le gouvernement décrète la métallisation plus poussée du minerai si, par exemple, le marché du plomb et du zinc de la CEE se fait sous forme de